

Série sur le professionnalisme : Évolution des droits de la personne en Ontario

15 décembre 2023

Cette série en deux parties a réuni un panel de juristes et de spécialistes pour explorer l'avenir de la législation et des politiques touchant les droits de la personne, qui semblent s'orienter vers la pleine égalité des droits et des chances, en contrant la discrimination et en mettant de l'avant l'équité, la diversité, de l'inclusion (« ÉDI »).

Dans la première partie, [Patricia DeGuire](#), commissaire en chef de la Commission ontarienne des droits de la personne (« CODP »), nous a présenté un bref historique des droits de la personne au Canada et en Ontario et de leur protection dans cette province. Elle a aussi décrit le plan stratégique de la CODP pour favoriser une culture des droits de la personne en Ontario et son incidence sur l'avancement de l'ÉDI.

Dans la deuxième partie, Mme DeGuire était accompagnée de [Marsha Lindsay](#), vice-présidente des services juridiques, du droit du travail et de l'emploi et des ressources humaines chez Loblaws, et de [Harrison Brown](#), avocat principal au sein du groupe Droit du travail et de l'emploi de BLG. Il et elles ont parlé des progrès du cadre législatif ontarien en matière de droits de la personne et ont fourni des indications précieuses pour les professionnel·les du secteur, notamment en soulignant l'importance de la transparence pour encourager l'équité au travail.

Vous trouverez ci-dessous un aperçu de la série en deux parties. Pour en savoir plus, visionnez le webinaire complet ou lisez la transcription*.

* en anglais seulement.

Partie 1 : Évolution des droits de la personne en Ontario

Les mesures de protection des droits de la personne en Ontario ont souvent été le fruit de pressions populaires, progressant jusqu'à s'étendre à divers motifs de discrimination illicites, notamment la race, la citoyenneté, le sexe, le handicap, l'orientation sexuelle ainsi que l'identité et l'expression de genre.

Code des droits de la personne

En 2022, le [Code des droits de la personne](#) ontarien (le « Code »), premier en son genre au Canada, a eu 60 ans.

Le Code vise principalement à protéger la dignité et la valeur de chaque personne, à garantir l'égalité des droits et des chances et à favoriser un climat de respect et de compréhension mutuelle. Il a préséance sur les autres lois provinciales, est de nature réparatrice et non pénale et tient compte de l'incidence d'une action sur une personne plutôt que de l'intention qui la sous-tend.

Commission ontarienne des droits de la personne

Depuis sa fondation en 1961, la CODP a largement contribué à faire progresser les droits de la personne en Ontario. En 2008, dans la foulée du projet de loi 107, une réforme des mécanismes de protection des droits de la personne dans la province a conduit à la création de trois piliers : la CODP, le Tribunal des droits de la personne de l'Ontario et le Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne.

Aujourd'hui, la CODP se concentre sur la lutte contre la discrimination systémique et sur la promotion de changements systémiques. Parmi d'autres approches, elle a recours au litige stratégique et est amenée à intervenir devant les tribunaux pour établir d'importants précédents et approfondir l'interprétation du Code.

Le plan stratégique de la CODP pour 2023-2025 vise à inculquer à la société ontarienne l'importance des droits de la personne; pour ce faire, elle entend collaborer avec diverses institutions pour lutter contre l'intensification des manifestations de haine, en soulignant l'importance d'adopter une approche plurielle.

L'ÉDI sur le lieu de travail

Les politiques d'ÉDI doivent être soigneusement définies, menées de manière transparente et faire partie intégrante des plans d'affaires, des plans stratégiques et des indicateurs de rendement clés. Mme DeGuire a insisté sur le fait que l'ÉDI doit servir de levier stratégique pour combattre le racisme envers les Noir-es et les autres formes de discrimination sur le lieu de travail, et non être un simple artifice pour bien paraître.

Ainsi, il faut tout d'abord recruter et fidéliser des personnes issues des minorités, y compris des personnes 2SLGBTQI+, autochtones, noires ou autrement racisées, et bâtir proactivement des politiques qui favorisent la diversité et l'inclusion. Cela nécessite une prise de conscience culturelle, de l'humilité, de la bienveillance et le désir d'adopter de mesures concrètes en faveur du changement.

Quatre piliers d'une stratégie d'ÉDI réussie :

- Formulation équitable des politiques et processus
- Décisions éclairées grâce à la collecte de données
- Mise en œuvre de plans précis pour l'embauche, l'accueil, l'intégration, la formation et l'inclusion de nouvelles recrues
- Responsabilisation individuelle, transparence, et participation active des leaders

ÉDI - Progrès et défis

De plus en plus d'investisseurs et de parties prenantes veulent que la diversité soit inscrite dans le cadre de gouvernance de leurs partenaires d'affaires. Mme DeGuire a reconnu que des progrès ont été réalisés en ce qui a trait à la diversité des genres au sein des conseils d'administration et des équipes de direction, et que la représentation des personnes racisées a également augmenté.

Cela dit, la représentation des personnes 2SLGBTQI+ reste faible.

Partie 2 - Panel : Résultats équitables

Dans la deuxième partie, le panel a répondu à des questions sur l'importance des initiatives fondées sur les données, de la transparence et de la promotion de l'ÉDI en milieu de travail. Il a également été question de l'importance de se conformer au Code et de tenir compte des besoins du personnel.

Voici quelques points clés de la discussion :

- Les employeurs peuvent s'appuyer sur le Code pour mettre en place des programmes de promotion de la diversité et de l'inclusion. Pour illustrer son propos, Mme Lindsay nous a mentionné que c'est justement ce que Loblaws a fait en déployant un programme d'accompagnement pour les personnes noires au sein du personnel pour améliorer leurs compétences de leadership et leur représentation dans les postes de gestionnaires.
- Les plans d'affaires, les budgets et les indicateurs de rendement clés devraient toujours prendre en compte l'ÉDI.
- La collecte de données est essentielle pour prendre le pouls d'une organisation à cet égard, identifier les lacunes et lancer des initiatives efficaces. Pour dissiper la méfiance souvent associée à la collecte de données, il faut faire preuve de transparence et démontrer que les programmes axés sur les données ont un effet positif.
- Les entreprises comme Loblaws adoptent des modèles de travail hybrides plus souples, qui permettent de trouver un équilibre entre les besoins d'accommodement et les exigences d'affaires. Il est primordial d'évaluer les besoins individuels avec respect et empathie.
- Le Code impose aux employeurs une obligation d'accommodement jusqu'au point de « préjudice injustifié ». Les accommodements individuels peuvent non seulement profiter aux personnes qui en bénéficient, mais aussi contribuer à renforcer le caractère inclusif des politiques de l'entreprise.
- Les organisations doivent se doter d'une procédure de traitement des demandes d'accommodement afin de garantir l'équité et la conformité. Les responsables RH devraient en documenter chaque étape à des fins de transparence et de reddition de compte.
- Quelques stratégies pour résoudre rapidement, voire prévenir, les problèmes de discrimination :
 - Mettre en place une ligne téléphonique anonyme pour signaler les incidents;
 - Collecter et analyser des données afin de dégager des tendances et de cerner les aspects à surveiller;
 - Privilégier les approches non antagonistes à la résolution des conflits, telles que la médiation;

- Donner la priorité à la résolution interne plutôt que de faire intervenir une organisation externe.

Transcription de la vidéo 1 (en anglais)

<p>Cindy Clarke</p>	<p>All right. Well, mindful of our time, I think I will begin, although I know that we still have some who are who are joining, as we do, the introduction here. So. Good afternoon. Colleagues and friends and alumni, we're just delighted to have you join us today for this very important conversation. My name is Cindy Clarke and I'm the Regional Managing Partner of the BLG's Toronto office, and I am also a practitioner and partner in our Health Law Group. On behalf of all of us at the BLG I'm so pleased to welcome you all here and to have you as part of our Fall In-house Counsel Professionalism Series. We have an excellent two-part program for you this fall, featuring a total of 2 hours of Law Society of Ontario accredited professionalism, continuing professional education. While each part independently qualified for one hour of CPD we of course, sincerely hope that you join us for both parts as one builds on the other, and we know it's a fulsome conversation that will bring the most benefit to all of us as we participate in this program. Certainly want to extend my sincere appreciation to all of you for taking the time to join us today and so delighted that we have such a cross-section of interest. So we have representatives from the health and life sciences sector, finance, banking, infrastructure, technology right across all of the important industries in our economy. So no doubt that will lead to a robust discussion and we welcome you all here. Today's and our program for this fall is really focusing on the changing landscape of human rights in Ontario. We are going to dive into what has become unfortunately, I would suggest, a polarizing topic around the world, more so recently than we ever even imagined when we put this program together. Of course, these issues are also fresh right here at home, and we will learn today and in our next session about where there might be a new direction for human rights law and policy and an opportunity to recognize the dignity and worth of every person at law where people are able to enjoy equal rights and opportunities without</p>
---------------------	--

discrimination and to advance rights and equity. I am so pleased that to help us learn and guide our discussion is our keynote speaker for today, Patricia DeGuire the Chief Commissioner for the Ontario Human Rights Commission. Patricia, we're simply delighted to have you with us. Patricia DeGuire is a black woman who pushes the boundaries to ensure access to justice, equality and equity. Before being appointed Chief Commissioner of the Ontario Human Rights Commission in August 2021, and I note that term you've just been extended again. Patricia served as a deputy judge with the Ontario Superior Court of Justice and on numerous tribunals and boards. Also, Patricia is known as a very impactful and effective mediator. Patricia's played a leading role in many equity organizations, particularly focused on racism, anti-black racism, gender equity and equality and the well-being of youth. This is evident yet to my mind in spades Patricia, in your commitment to work with the police force of Peel in addressing their systemic racism challenges. I think it's a recognition of the high regard in which you're held across our society. Patricia is a constitutional law scholar, an avid mentor and a coach for young people and adults in the legal, medical and other professionals. A recipient of many awards for mentorship and public service and, as I just explained, so actively involved in addressing very real issues to tackle systemic racism. We're so delighted Patricia that you're here and that, as I've already mentioned, you'll be talking to us today about the Human Rights Commission strategic plan towards growing a human rights culture in Ontario and how you hope to strengthen that culture through education and engagement. Just before we get started and I pass it over to Patricia, I want to encourage all of our guests to put comments in. There's a Q&A box and feel free to comment that during the presentation. What we will do is have questions at the end. So we're we'll all take the opportunity to hear from Patricia and then we'll have an opportunity for questions at the end and if we don't get to them today, we will seek to find other ways to make sure that we get back to you and respond and just a quick note with your question, you can either have it sent out to everybody if you do that, or of course, you can indicate that you only want the question to come to participants. So I think that concludes my housekeeping and now really looking forward,

	<p>Patricia, to hear your remarks today and we thank you again for joining us and taking the time to put together your presentation for us today.</p>
<p>Patricia DeGuire</p>	<p>Thank you so much Cindy for the warm introduction into BLG for inviting me to share my point of view about the Ontario Human Rights Code and a jolly good afternoon to everyone else. Just to give you an overview of the presentation today, I shall share a short story of the human rights in Ontario and in Canada. A brief discussion on previous human rights related legislation and how they contribute to the Code and how the court frames the work of the OHRC. How you can use it as a guide to build your work and a discussion on equity, diversity and inclusion in the workplace and how you can place human rights at the center of your work. A discussion on key emerging and current issues at the OHRC and how we are moving forward. But let me begin with a personalized land acknowledgment. As the agent of the Interior Human rights Commission I begin by acknowledging that the Commission's office is in what is now known as Toronto. So we are guests on the treaty lands and territory of the Mississauga's of Credit First Nation and I recognize this land is the traditional territory of many First Nations, including the Mississauga's of the Credit First Nation, the Haudenosaunee, the Chippewa and the Rendered Peoples. Further, I acknowledge that Toronto is now home to many diverse First Nation, Inuit and Metis people, and I am mindful that Toronto is covered by the by Treaty 13, the Williams Treaty, and the Dish with One Spoon Wampum. It is important to acknowledge the land. Why? It is easy to deny Indigenous people their right if we historicize your struggles and simply pretend that they do not exist. So I ask where was Mary March of Newfoundland. That woman, born in 1796, died in eight in January 1820. I black thick woman who was captured by John Payton, died alone. She was the last of the Beothuk people. Her correct name was Demasduwit. Her name Mary March was given to her because Mary the Virgin Mary, she was found in March and so she was erased by colonialism. So until my extensive studies in Indigenous rights and land claims, I did not hear about the traditional names of territories, Indigenous peoples and all the struggle the face was spoken about in the past tense. So as a displaced person of the African-</p>

Caribbean diaspora, I take this opportunity to commit to the struggles against the systems of oppression which has dispossessed Indigenous people of their land and denied their rights of self-determination. Something that is essential to human rights around the world today. I am grateful to the Indigenous peoples who have cared for and continued to care for the land across Turtle Island. So I'm going to begin by sharing with you human rights milestones in Ontario, in Canada and so my point of view is positioned in the history, in Canada's history as a colony of England, which began with the overseas story, [coughing] which began with the overseas plundering and possession and trading post established by England in the 16th and early 17th centuries, evolved into the British Empire and gradually became the Commonwealth now a free association of foreign sovereign states comprising Canada, the United Kingdom and many of its former dependencies that acknowledge the British monarch as the association's symbolic head. Also, centered in that space is Canada's history of human rights violation with a culture of life colonialism, which extends across every province and territory until now. Ontario's history of enacting protections for human rights. Although, the longest in Canada is nascent and really began right here in Ontario. In 2022, last year, Ontario marked the 60th anniversary of the Ontario Human Rights Code. The first legislation of its kind in Canada. The Ontario Human Rights Commission was established in 1961 and the Code enacted in December 1961, but effective on March, oh sorry, on June 15, 1962. With a vision of making Ontario a place that recognized the dignity and worth of every person where people can enjoy equal right and opportunities without discrimination. I must note, though, that the hard work to create legislation and social change in Ontario began much earlier. So before the Code, like before the Code was enacted in 1962, was not good for many people and groups. For example, in Ontario in 1940s and the 1950s, Blacks, Asians and Jews experienced overt and covert forms of discrimination and harassment. It was not unusual to see signs stating no Jews or dogs allowed. Blacks were not people, so they were not mentioned. Indigenous children and their families were living in the horrors of Canada's colonial residential school and the path of Canada's first

human rights Code here in Ontario had not begun. But how did it begin? It started with grassroots pressure as individuals and communities banded together to push for a better way forward. Then, Canadians largely defined whites as civil liberties, which were the freedom of speech, association, assembly, religion, press, due process and voting. Public discourse was largely about racial, religious and ethnic discrimination but those it led to a variety of legislation being enacted in the mid 1940s and fifties, including the racial Discrimination Act in 1944. As the world began to recover from the horrors and trauma of World War II, people sorry people came to realize, albeit slowly, that inequity and intolerance were not the way forward. The response to the global dilemma was the 1948 launch of the United Nations Universal Declaration of Human Rights, which paved the way for countries and Canadian provinces like Ontario to consider the human rights approach and you will note from the preamble of the Code is borrowed from the UN declaration. After that period Ontario enacted other legislation. For example, in 1952 we had the female Employees Fair Renumeration Act, which protected a woman's right to equal pay. Then in 1954, we had the Fair Accommodation Practice Act to prevent discrimination in services, facilities and accommodation in public spaces and the creation of the Anti-Discrimination Commission in 1958 but alas, the Commission had no staff. That was rectified somewhat in 1961 when the Human Rights Commission was created with a small staff led by Director Dr. Daniel G. Hill. He called human rights legislation and I quote "the scapegoat for a blending of educational and legal techniques in the pursuit of social justice." After the Code was enacted, all the existing laws were joined into one Human Rights Code for Ontario and that became effective on June 15, 1962, the anniversary of the Magna Carta. The first document to reduce into waiting the principle that the King and his government were not above the law. On that day, June 15, 1962, Ontario became the first jurisdiction in Canada to establish a legally mandated human rights complaints system. So the commission would review complaints and if there were not resolved, a formal board of inquiry would be set up to decide the issue. Boards of inquiry evolved into the now Human Rights Tribunal of Ontario. So the Interior Human Rights Code, a more granular

history. In 1962, the Code that was enacted then was limited in scope compared to today's Code. It prohibited discriminating discrimination regarding signs, services, facilities, public accommodation, employment and trade union membership on the grounds of race, creed, color, nationality, ancestry and place of origin but problems still persisted. For example, in 1962, there was the Amherst Burger riot, The site where you have five days of racial incidents, including across Birmingham and the facing of the Black Baptist Church. Someone even sprayed paint on the town's buildings indicating home of the KKK. The commission stepped in to de-escalate the racial tension, but no arrests were made. Throughout the 1960s and early 1970s though, communities were becoming more familiar with the concept of discrimination and what to do about it and so the second wave of the women's liberation movement gathered steam and that amplified the plight of women. For example, the lack of human rights, protection for women, families providing the necessities as basic as finding housing, women with children, or being pregnant and older Ontarians, especially in the workplace, were often treated as disposable citizens without rights. So once again, the grassroots rallied and called for changes and in response, on June 30th, 1972, the government expanded the Code to include sex, marital status and age. Although age protection was only extended to people 40 years and over. The next milestone, which was very important, happened in July 1977. The Commission released its report, Life Together, following a two-year provincial consultation and so Life Together called for sweeping changes to the Code, and many would become law in the following years. The recommendations included giving the Code primacy unless a law specifically says otherwise. The Code takes precedent over all laws in Ontario and extending protection to contracts and by association who can make a human rights complaint and for a single person to a class of persons and adding the ability to deal with systemic discrimination. The government was called upon to add the grounds of marital status and age and housing. The law age provisions from 14 to 18 are over and add the new ground of disability, sexual orientation and record of offenses. In 1982, the Code continued to evolve when the grounds of disability was added and the

human rights system was given the capacity to expand individual discrimination and investigate systemic discrimination but alas, the ground of sexual orientation faced much more resistance before being included in the Code in 1986. Since 1999, the Ontario Human Rights Commission recommended that gender identity be listed as a separate ground to provide greater clarity that transgender people are equally protected under the Code. On June 15, 2012, after years of calls from the Commission, the Government of Ontario, added gender identity and gender expression in the Code. Today, hate action is increasing exponentially. Statistics Canada's latest report came from the police indicated hate crimes have increased 27%, with an uptick in hate crime targeting 2SLGBTQ+ communities. Most of the reported increase in 2021 took the form of hate crime targeting given religion. That was up 67%. Sexual orientation increased by 64% and race or ethnicity up by 6% and following previous trend, anti-Semitism is the leading factor of hate crimes motivated by religion once again. This data is disturbing but can be attributed to growing social polarization and greater awareness about discrimination and reporting. So let me take you to the primary goals and parameters of the Code. So the goal of the Code or to protect the dignity and worth of every person, ensure equal rights and opportunities, create a climate of respect and mutual understanding, ensure that everyone can take part fully in society. It has primacy over other provincial legislation. It is remedial, not penal. It considers the effect not intent of one's action. It applies to only to Ontario, and it offers protection based on 17 personal characteristics we refer to as ground. It provides protection in only five social areas, employment, housing contracts, vocational training and union and we know from the Supreme Court of Canada, Mr. Justice Dickson, the late Mr. Justice Dickson was clear to say that human rights legislation must be given a fair, large and liberal interpretation to advance and fulfill its purpose or a narrow interpretation where the goal is to limit a right and that came from CN vs Canada or the Canadian Human Rights Commission in 1987. Canada's Board of Human Rights Framework, which is integral to the Code. In addition to the Code, the Commission works is impacted by the decision of tribunals, courts, domestic constitutional texts and international human rights

instruments, including the Canadian Constitution, the Charter of Rights and Freedom 1982, the 1965 International Convention of the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, 1989. The Convention on the Rights of the Child, 2007, the Declaration of the Rights of Indigenous People, 2008, the Convention of the Rights of Persons with Disabilities. Historically, the Ontario Human Rights Commission relies on Canada's domestic and international human rights instruments and the experiences of other jurisdictions in Canada to help guide its research, policy, development and litigation to advance an understanding and compliance with the *Code* and broader human rights obligations. So what is the changing role of the Interior Human Rights Commission? As the makeup of Ontario changes, the *Code* and Canada's broader human rights framework continue to evolve, and so has the focus of the Commission. A big shift in Ontario's human rights framework came in 2008 with the enactment of Bill 107 with major reform of the Ontario human rights system, which included creating a three-pillar institution and thus stripping the Ontario Human Rights Commission of its gatekeeping role and not having carriage of individual human rights complaints. Instead, it was ordered to focus on systemic discrimination. It also allowed people to make complaints directly to the Human Rights Tribunal of Ontario and those are called application, creating a new organization, the Human Rights support centre, which provides legal advice and sometimes legal representation to people making complaints. So these three institutions are now known as the three pillars of the Ontario human rights system. The changes the Commission experienced change its ability to focus on and to address root cause of discrimination and advocate for systemic changes. It is a recognition that some issues are unlikely to be resolved through individual complaints alone. Issues such as reconciliation with first Nations, Métis and Inuit peoples and the racial profiling in policing or piloting more humane practices in all correctional institutions.

Also, the Commission uses the tool of strategic litigation to intervene in matters before the tribunal and courts at all levels. The tactic is to intervene in those cases, which have the potential to establish an expansive interpretation of the *Code* or would

set important precedent, like an appropriate understanding of how different rights are reconciled or the proper test for prima facie discrimination.

So, since the Commission no longer investigates individual cases, it is more difficult to get on-the-ground information on emerging human rights issues. So how do we do that?

We have daily internal monitoring and we receive requests, intervenes from lawyers, organizations and members of the public. We have request from the Human Rights Legal Support Centre and as the chief commissioner of Ontario, I used the exclusive statutory power to create advisory groups to assist in carryout the Commission's mandate and the groups bring community expertise and knowledge to assist the Commission.

Recently, the Commission has used its inquiry investigatory tool to tackle systemic discrimination and it did so by launching inquiries. We have the two 2017 inquiries into the Toronto Police and the Toronto Police Services Board practice of racial profiling of blacks and indigenous people and other people of colour. That report is currently pending and in February 2020, the Commission released the Right to Read Report, an inquiry which focused on children's human rights to learn to read, and in particular whether students with reading disabilities have meaningful access to education as required under the Code. And the report received international recognition and ongoing excellent reception from the public, stakeholders and the Ministry of Education, and the work continues as we work to implement a 157 recommendation and key to those recommendations are screening, early intervention in reading and back-to-basics teaching phonics. The success of the Right to Read has resulted in many more requests for inquiries or intervention at the Commission. I am unable to authorize such inquiries anyway, whether it has resources, there are many considerations that guide involvement in a case or inquiry.

So, to that end, the Commission has developed assessment criteria.

	<p>One general criterion is whether a case raises issues within the priorities of the strategic plan, and we have to stick to the plan that is pretty new – from 2023 to 2025. So, relying on advisory groups, monitoring and public consultation, the Commission has developed five (5) priorities, namely Indigenous reconciliation, criminal justice, the education system, building a human rights culture and health and wellbeing with the continued focus on poverty and homelessness... are the critical criteria in assessing how we conduct our work, include whether a case raises vital human rights issues, a public policy of public interest. If the issues will affect vulnerable or marginalized people protected by the Code or raises issues that are sufficiently serious or complex that the Commission's involvement is needed, and whether the Commission's intervention or other involvement can be done within current Commission resources.</p> <p>The Commission is a small agency with approximately 33 employees, the size of a high school classroom, if you will, which has a budget of \$ 5 million, of which 4.9 million goes to salaries and expenses. And as noted earlier, the Commission has a broad mandate covering 17 grounds and 5 service areas. So, an intervention can range from as simple as filing a letter to being involved as a fully party at a mediation or a hearing.</p> <p>Indeed, the advent of the Code has helped Ontarians in becoming a better society reflective of our diversity and talent. The Commission must continue to imagine the future of the Ontario Human Rights Commission and the future of the Code, and as you know, Ontario's model is "diversity is our strength".</p> <p>In the – brief indulgence. My room is very hot and my thought is drying up as quickly as the heat has it.</p> <p>In the inevitable cultural and social dislocation, newcomers are relying on families for inculturation. Still, as a basic and essential building block of society, families have a crucial role in societal development. They bear the primary responsibilities of education and socialization of children and to instill the values of citizenship and</p>
--	---

belonging in a society. So, we imagine, and guiding the future of Ontario is not the work of the Commission alone. It is the duty of every one of you. Human rights issues continue to evolve and transform, and as we enter new eras and deal with unprecedented issues, different approaches must be created to achieve results that past practices have not addressed or met. Reimagining and a transformative approach are key to progress.

Immigration refugees and statistics on Canada at IRCC data reveal that Ontario welcomed 184,725 new permanent residents in 2022, or almost 42.3% of the total and record and – sorry – of that total, which is a record-breaking 437,000 new permanent in Ontario in 2022. And Ontario boasts a multitude of cultures and over 200 nationalities. It is said to be the most multicultural place on the planet. This is – if necessary follows therefore, that we will have the same responsibilities but different rights and interests. And it is inevitable that at some point, the people asserting those rights will result in conflict. The Commission is responsible for giving guidance on how individuals or groups enjoy rights, but guidance is not a panacea or an antidote for systemic discrimination. Ontario cannot continue to take a single access approach to addressing human rights issues as Aristotle, Audre Lorde and further amplified by Dr. Kim–Kimberlé Crenshaw, “the whole is greater than the sum of its parts”, no one lives a single access or monochromatic lifestyle. The intersection of its parts add a different characteristic that is often unique. Ontario’s unique population situation requires human rights to consider the historical sociopolitical context and recognize that the unique experiences of individual based on the intersection of all relevant grounds.

Going forward, everyone must add both human rights-based approach founded upon the Code to their strategic toolkits. And I am proud to inform you that the later months of this year, the Commission will be launching a tool, the Human Rights Based Approach, or the HRBA to help in this process.

The Human Rights Based Approach framework is a new web-based educational tool that supports the public government service providers and employers across the province to design and

develop policies and programs which meet the obligation under the Code. The framework can be used by advocates and researchers as well to help bring human rights approaches to their campaigns and projects. So, the Ontario Human Rights Commission's work over the past few years, especially during the Covid-19 pandemic has looked closer at the disability and the duty to accommodate the importance of collecting human rights-based data, racial profiling, mental health, solitary confinement, and Ontario's child welfare system, just to name a few.

Also, the Commission is working more closely with First-nation, Métis and Inuit people and communities to re-envision to human rights system that acknowledges the trauma of colonialism and to better reflect indigenous experiences and worldviews.

Equity, diversity, inclusion in the workplace. There is a surge in public discourse of racism and other systemic discrimination throughout all sectors, including business and legal sectors. The overt and callous murder of George Floyd and other black people gave rise to worldwide outpouring of grief and anger. And like the rest of the world, Ontario has had to grapple with Covid-19.

The intersection of those pandemics laid bare the inequities that plague our society. Yet, they have created an epoch, an opportunity to pivot to image practical ways to combat anti-black racism, anti-Indigenous racism and other forms of discrimination. This racism and prejudice have been manifesting against different racialized and affected communities in different ways. Also, since those ordeals, we have seen surges in hate: anti-Asian discrimination throughout the pandemic, a significant rise in anti-LGBTQ1+A+ activities throughout Ontario and unfortunately a rise in anti-Semitism and Islamophobia around the world and here at home, further heightened by the wars in Israel and Gaza and the Ukraine. I return to why it is essential to imagine ways to advance and promote human rights principles towards inclusion and to create a sense of belonging. Many organizations use the concept of EDI as a tool to integrate human rights principles in their workplace. Idea is not new. It evolved from an affirmative action that was introduced in the United

States during the Civil rights movement in the 1960s, but recently it has grown exponentially post-Covid-19 and the Floyd Uprising.

To briefly define EDI, it's an acronym that consists of three words which have nothing to do with one another. Equity is different from equality, as you know, and it is different in the way that not everyone has the same access to employment or education as the other, and in that case, to allow someone the chance to benefit from their full potential, one must do extra things to earn the opportunity to attain their full potential. Measures of equity is to have equal chances in those spaces to live one's potential to its fullest. Equity or substantive equality posit that right's entitlement, opportunities and access are not equally distributed throughout our society, thus, treating everyone the same will not achieve equality. That was the view that was held by the Supreme Court of Canada in the case of *Andrews v. The Law Society in B.C.*

Diversity: the term is almost ubiquitous at this point. Ensuring workplaces are representative of communities in which they operate and live. And inclusion in a workspaces and feeling a sense of belonging. Participating in activities at work and being included and contributing to building workplace policies and processes covers inclusion. Recently, change agents and thought leaders look to equity, diversity and inclusion as a formal framework or strategic tool to dismantle all forms of this systemic discrimination in the workplace, but to be clear, institutional human rights have not embraced EDI as a component of human rights. And so EDI has become a buzzword of the century, and we saw employers wanting to include diversity and inclusion policies for the wrong reasons. It should– It was a shield to mitigate lawsuits used by corporations who were concerned about being sued.

Questions we should ask and continue to raise when thinking about EDI whether all protected groups under the Code benefit from EDI. So, we should ask ourselves that question: are these groups that are protected under the Code benefiting from EDI? And so, who are the beneficiaries? Is EDI a panacea for systemic racial inequality, or does it perpetuate the status quo? Is

	<p>there data to back up decisions taken?</p> <p>Is there data to back up decisions taken? What does that data say? How could EDI be an effective tool to enable everyone to reach their potential equitable or protect the dignity of the person? So I'd say that an authentic EDI framework has four distinct pillars which enable positive impact and sustainability. Fairly defined policies and processes, data collection, specific plans for hiring, onboarding, training, promoting consulting with employees and stakeholders, and accountability and transparency. It means leadership, an active and strong tone from the top versus being a human right. Ah, sorry, other than being a human resource sidekick. So creating an EDI framework that will dismantle systemic, anti-black discrimination is a Herculean feat. If it is doable at all. It can be a helpful tool, though, and so I urge you to use it. One way is to use our histories to pave positive resources, to re-imagine impactful ways to tackle anti-Black and anti-indigenous systemic discrimination. If we are to build a successful future for BIPOC people. EDI can be part of this wave of transformation. Center. Centimeter by centimeter across all sectors, creating inclusive spaces garnished with a strong sense of belonging and EQ creating pathways to black joy along the way. Successful EDI requires allies, collaborators, and partners to avoid using the master's tool to transform the master's house. Indeed, EDI has grown exponentially around the world, across all sectors. Even in Parliament, we hear that the Canada Business Corporation Act was amended to enact a requirement that corporations be governed by... I am sorry, that corporations governed by it with publicly traded securities to improve disclosure regarding women, Indigenous people, BIPOC people and persons with disabilities on boards and senior management. The Osler Media results for 2023 Diversity Disclosure Practices show that the Canadian public companies or disclose reported that among the 532 board positions which were newly created or vacated, a woman was chosen to fill the position 45.3% of the time. Women held 20.8 executive officer offices, compared to 19.8% in 2022. And this year, visible minority BIPOC and BIPOC directors held 10.2 of board seats among all CBA corporations providing disclosure compared to 8.3 in 2022 and 6.8 in 2021; however,</p>
--	---

	<p>the proportion of Indigenous directors and directors who are persons with disability has essentially been unchanged since last year. Osler states that this progress reflects a growing demand by investors for people of color representation on boards and is consistent with initiatives to increase ethnic diversity on the boards and also consistent with NASDAQ requirements. Further, Osler reports that while women are making increasing inroads into C-SUITES, although at a slow rate, in April 2023 reports found that of the Fortune 1000 companies, only 0.8% were 2SLGBTQ+ directors. The report also found that there have been rapid adoption of 2SLGBTQ plus Q inclusive board diversity policies and 23.2% of Fortune 1000 companies now have one. Yes, there is improvement, but there is still a far, far way to go. I'm looking at the time here and wondering, Cindy, how I am for time.</p>
Cindy Clarke	<p>You're doing very well, Patricia. I think you have another 5 minutes or so and then we'll ask some questions. Although what you're providing is so helpful and practical that I encourage you to carry on. So...</p>
Patricia DeGuire	<p>So and thank you so much. I'm still sweltering from my room. EDI should be used as a tool to dismantle anti-black racism in the employment spaces. It should be carefully thought out and be transparent. It includes, it should be included in your business plan, in your strategic plan and your KPIs. It should not just become window dressing. The people who are being included, the employees who are 2SLGBTQ1++, indigenous, blacks or other racialized people must participate in whatever policies the employer intends to introduce to create that culture of diversity and inclusion. This requires cultural awareness, cultural humility, mindfulness, taking intentional steps towards change. Not just a few flippant policies or words strung together to tick the diversity and inclusion box. Collaboration with the people being included should be a significant part of building a policy. The Commission's policy and guidelines on racism, on racial discrimination, set out proactive steps that can be used to monitor and respond to allegations of racial discrimination in the workplace. And so I encourage you to visit our website to take a look at those guidelines to ensure that your policies are centered in a human</p>

rights based framework. Ontario's ongoing emerging human rights issues today. I will now turn to the work of the Commission and our current priorities. For over 60 years the Commission has been working to protect, promote and advanced human rights in the province through education, policy development, public inquiries and litigation. The Commission, the HRLSC, the HRTTO are the backbone of Ontario's human rights system and play an important role in the progressive realization of human rights. Major areas that the Commission is working on include, as I mentioned earlier, the Right to Read Inquiry Report, the first of its kind in Canada, called for the critical changes to Ontario's approach to teaching early reading. The Commission has already seen several concrete steps arising from this inquiry, and examples include the Ministry of Education revised the elementary language curricular for the September 2023 year. The Commission also had migrant workers seek justice through an intervention, a case called Logan v. Ontario. The Human Rights Tribunal of Ontario found that the OPP discriminated against migrant workers based on race, color and place of origin when it concluded a DNA sweep of migrant workers. In its decision, the HRTTO relied in part on the Commission's policy on eliminating racial profiling in law enforcement. The OPP has now destroyed the DNA samples that they collected. The Commission intervened in the *Ontario v. The Association of Ontario Midwives* case and the Court of Appeal confirmed that the Human Rights Tribunal decision was the correct approach. Later, Ontario decided to abandon the appeal to the Supreme Court of Canada. The Commission has made health and well-being a priority focus area in its work. Research has shown two issues which significantly impact health and well-being are the inability to exercise the right to housing, a crisis right now, and the inability to exercise the right to mental health and addiction disability care. These issues combined cause and sustain poverty. On March 14, 2013, the Commission released an interim report titled *Poverty P.O.V.*. What we are hearing that highlighted and summarized some of the responses received from its survey concerning poverty and these are experiencing discrimination based on core grounds, such as race, disability and receipt of social assistance, among others, lack of deeply affordable housing, including

	<p>housing with support and an increase in homelessness, inadequate income support, inability to access mental health and addiction care in a timely way, and the lack of social demographic data collection. The final report slated for 2024, will provide practical and concrete recommendation. The Commission plans to work with communities and partners to track progress and with duty holders to help them adhere to their human rights obligations. In February 2023, the Commission released a statement calling for meaningful and timely action to address systemic anti-indigenous discrimination in policing. The Commission's statement followed reports of delayed charges against officers in two separate instances involving serious police misconduct. The event highlighted the pressing need for a broader shift towards accountability in policing. The disproportionate impact of these incidents on indigenous people's families and communities underlines the need for timely and meaningful action towards justice and reconciliation for indigenous people. The Commission will also work on it's inquiry into racial profiling and racial discrimination of black person by the Toronto police and plans to release its final report later this year. Also, we continue to work with Peel Regional Police on its human right project to address systemic racism and discrimination. And in June we jointly announce the development of initial recommendation that was shared with the PR peace community lead anti-racism advisory committee. The aim is to finalize binding recommendations later this year. In May 2023 the Information and Privacy Commissioner of Ontario and the Orange RC announce their collaboration to provide Ontario the better understanding of their privacy right concerning artificial intelligence technologies through a broader human rights approach.</p> <p>The Commission and the IPC recognize the significant opportunities presented by new AI technologies to benefit our society by delivering public service more efficiently and effectively. However there continues to be examples of public bodies implementing AI technologies with various unintended consequences that infringe on people's human right, including their right to privacy. Public and private sector organizations have told us the privacy and discrimination concerns are key issues</p>
--	--

for their development and use of AI.

So the Commission and the IPC are ready to work with the government for further development to create trustworthy AI framework so that it is centred on respect for people's fundamental rights. Earlier this month the Commission intervened in the case Ontario Teachers Candidate Council versus Ontario. At issue in this appeal is whether the mathematical proficiency test and related legislation established by Ontario for teachers accredited discriminates because, sorry, and so the question is whether the proficiency test and related legislation established by the Ontario for Teachers accreditation discriminates because of ways contrary to section 15 of the Charter. The division of Court had determined that the test and related legislation has disproportionate impact on blacks, indigenous and other racialized teachers candidates and are therefore unconstitutional. We now wait to hear from the from the Court of Appeal.

On October 18, the Ontario Human Rights Commission began its province wide community engagement sessions in its ongoing work to address anti-black racism in Ontario's public education system. This work will help to identify concrete and practical solutions to combat anti-black racism and hold duty holders accountable. And in 2022 the Commission was engaging over 360 meetings and 70 speaking engagements towards creating a human rights culture in Ontario.

And I say this in closing, although I am pleased with the work that the Ontario Human Rights Commission had done this past year, I recognize there is work that the Commission cannot do because of lack of resources. The revitalized strategic plan of 2023-2025 have direct the Commission to create a human rights culture in Ontario. As part of culture, the Commission is committed to work with other institutions to challenge and address the increased in hate expression and help ensure public institution, individuals and groups know how to use the human rights system to respond hate. Hate is an epidemic right now. The rise in hate activities is a critical issue that requires multi-faceted approach to tackle it. And this includes government, public and private organization, civil society and every

	<p>one of you. As a reminder, especially with current events in the world, everyone has the right to express an opinion and share information and ideas, but no one has the right to hate speech or to treat others with a discriminatory way in employment, in service, in housing and in any other area covered by the Code.</p> <p>I encourage you to look into your own organization and see how you can continue to build the policies that promote a climate of understanding and mutual respect so that everyone feels welcome. Democracy is now in a delegate season, and so I entreat Ontarians and all of you here today to join me in creating a place where everyone feels a sense of belonging. As a servant leader of a dedicated team at the Ontario Human Rights Commission, it is an honour to serve Ontarians.</p> <p>Thank you again for the opportunity to speak with you today. God bless.</p>
Cindy Clarke	<p>Oh my goodness, thank you Patricia for those fabulous remarks, I can see our audience clapping and I am cheering too. I am so pleased for Ontario to see you in this leadership role and to see the very practical, direct, forthright, honest approach that you are bringing to this. I encourage our audience, now that we have had the benefit of understanding its context, I would suggest to you can see the website is replete with resources, opportunities to engage education for all of us and really I think that was an invitation to all of us on the line to really partner with and support the commission and all of its work. So, I am mindful of time so we'll save our follow-up for our panel. Any questions any of our audience wishes us to discuss you can reach out and we'll aim to tackle it at our next session. But I want to, on behalf of all of us and all of Ontario, thank you and your entire team Patricia. We are grateful for your work and it's very obvious that we are going to benefit from it. So really really appreciate it.</p>
Patricia	<p>Thank you so very much Cindy. As I said its really an honour. You heard about my tender spot for BLG and I hope what we imparted today will become part of the fabricate and the culture of BLG as you continue to serve your clients/your stakeholders and your employees.</p>

Cindy	Merci, make a wish and I will do my best to bring that to fruition. So thank you all and wishing everyone a wonderful day.
Patricia	Thank you.
Cindy	Bye bye.

Transcription de la vidéo 2 (en anglais)

Cindy Clarke	<p>All right. I think that's a good little start. So good afternoon again. Welcome. I am Cindy Clark and I am the regional managing partner for BLG's Toronto office and a partner in our health law group. It's my pleasure to invite all of you with us today to the second installment in our two part program. And as I just noted, the changing landscape of Human Rights in Ontario. Certainly the first session was fascinating, and I know that this conversation will be a wonderful continuation of that great discussion. Just a few technical notes by way of reminder, if you attend both sessions, it's 2 hours of accredited professionalism program, but each session is also accredited for an independent hour. So if you're only joining us today, we will encourage you to have a look at the other session online when it's available. But for now, you can certainly claim the one hour. During part one, we heard from the amazing Patricia Patricia DeGuire, Chief Commissioner of Ontario Human Rights Commission, and we learned about the Commission's strategic plan, its effort to provide practical and important advice for everyone in Ontario and really importantly, for business leaders really committed to growing a human rights culture in Ontario. We talked about how human rights' law and policy has advanced over the years and how it can impact and advance equality, diversity and inclusion in all of our workplaces and in our entire society. Patricia, delighted to have you back with us today to continue the discussion. And joining us this afternoon, we also have Marsha Lindsay. Marsha, welcome. Marsha is the Vice President, Legal, Labor, Employment and Human Rights with Loblaw's Inc. Marsha oversees a legal team that supports the organizations, and it is a vast organization, Human Resources and Labor Relations team. Marsha joined Loblaw in 2019. Prior to this, was employed with Purolator working as its first in-house labor and employment counsel,</p>
--------------	--

	<p>and prior to that had a private practice with Lang Michener, of course, specializing in labor and employment. All makes good sense. Marsha Lindsay is a recipient of numerous awards, including the very prestigious National Bar Association Award for In-house Counsel. I understand that Marsha has also appeared on radio and television discussing these important matters. So we're really delighted to have you with us today and also really happy to introduce my colleague, Harrison Brown. Harrison is a senior associate in our Labor and Employment group in Toronto. Harrison's a skilled investigator and is involved in working on many complex multi-party investigations and dealing with these issues of harassment, discrimination and other potential breaches of corporate policy and the Human Rights Code. Both a management advisor and advocate in unionized and non-unionized workplace. So welcome, Harrison. And this afternoon Harrison will be leading a discussion. Patricia will begin with a brief recap of the conversation from last week to get us all up to speed and then it'll pass to Harrison. And then just before I close out, my last housekeeping note is with respect to the Q&A. So should you have questions for the panel, the question and answer box is available on the website or it should be available on your panel, when you click on the Q&A, you can either put your question so that everyone can see it or you can send it privately, in which case it will only be viewed by the panelists. So up to you as to how you wish to pose a question, we welcome all of your questions. And if there aren't any, we're able to answer due to time or otherwise then we'll seek to do that after the session. So thank you all for joining us. Really pleased to have you here. And with that, I'm going to pass it to Harrison to get us going, and then I think it'll be over to Patricia. Thank you.</p>
<p>Harrison Brown</p>	<p>Thanks Cindy. So let me start off by saying welcome again to Marsha and Patricia. We're delighted to have you with us today. I thought it would make sense to start off this afternoon session with a very brief overview of your keynote from last week, Patricia. And that way we can get everyone who's joined us up to speed on some of the context for our discussion today. And they also get the benefit of an abbreviated version of your talk from last week. So, Patricia, if you don't mind?</p>

Patricia DeGuire

Thank you so much, Harrison. It's always a joy to see you. I hope you enjoy Cable's party the other night out. And thank you so much to BLG for asking me back. There is some kind of affinity between myself and BLG. And so it's a double pleasure and an honor to be here. Now, last week I spoke about the history of the Ontario *Human Rights Code*, and I touched upon the Commission's strategic plan driving the human rights culture in Ontario. And I really want to go back on that. When I took office in 2021, the Ontario Human Rights Commission was coming up to its 2017 / 2022 strategic plan. And of course, you know that we were in the midst of a global pandemic, the intersection of health flowing from COVID 19 and the George Floyd uprising. And what it did tell us that the Ontario Human Rights Commission, that we had to be intentionally proactive about strengthening human rights culture in Ontario, and we chose to do that through the vehicle of using the tools of education and community engagement. It's very important to be as servants of the public that we are serving people and we must be familiar or know the public interest and not just provide service of things that we think that they need. So still very challenging times for us. And you are aware that recently, and I believe a lot of it ensues from COVID, the surge of hate globally in our communities and schools everywhere. And we see this very strong presence of, you know, racism and xenophobia. And so we thought to address that as well by fostering a culture that puts human rights, right at the center of what we do. And so you ask, how did we do that? And so we did that by engaging public awareness and access to human rights information, education. And I pause on education. So you're probably aware that we had the Right to Read inquiry, which the Minister of Education, has really embraced and sought to implement major recommendations by transforming the curricula in schools. And we also use education as an action where we educate the public about human rights, providing guidance and applying human rights principles in everything we do. And by so doing, we're empowering people to exercise their rights and demand accountability from duty holders. I'm going to pause about exercising their rights. Everyone in Ontario should enjoy human rights, but everyone in Ontario is accountable for his or her conduct or their conduct of accountability and ensuring that when he or she

enjoys their rights, it's not done to the exclusion of someone. And that's a significant component of creating a human rights culture in Ontario. And we want to raise public awareness of the risk to human rights resulting from the rapidly increase of AI, also because they also want to bring a stronger human rights culture in Ontario, and this means the public becoming more aware. You have this self awareness of the values and the minimum standards for full equality and dignity. People are better able to exercise and advocate for their human rights with duty holders. And that's part of empowerment as well. So we're also building support to enhance organization, institutions and government to respond to human rights. And the public has an increased understanding of hate that is very important. Hate and knows how to use a human rights system to respond to the manifestations of hate. And the public has increased understanding, as I mentioned earlier, of artificial intelligence and the implications of human rights. And you might have heard that some time ago, the Commission of the IPC and myself, we issued a statement about AI. It's not to say AI is dangerous. We're focusing on the people who use AI and may do so at the disadvantage of the public.

And so the human rights issues addressed by the Commission is, you know, the issues are rather complex. There are layers and layers and sometimes in compartments. And so the strategies of the Commission uses to affect systemic change are long term and involve many stakeholders and partners. And so we believe to enhance the opportunities we seek out institutions, government, duty holders, where we align interests and we work with them from there and bring us to that point where we want to land. And I know we all want to land in having a human rights culture where everyone can enjoy their rights and that the dignity of the person is reinforced. And just to give you a brief recap of the things that we've doing lately, in fact, today we released what we call the HRBA, a human rights based approach to everything we do. I like to be a person who uses preventative methods as opposed to curing a problem. As a child, I remember my father used to say 'an ounce of prevention is better than a whole pound of cure', and I bring this to my work. And so we look at testing the temperature of our societies and

	<p>envisioning where things would lead and create programs or take steps to mitigate or alleviate the challenges. And so some of our work includes the rights to read, as I mentioned before, the engagement, the education, the education sectors, and the engaging with children from K right up to grade 12. We issued a Policy Statement that to call on and remind duty holders of their obligation under the Ontario <i>Human Rights Code</i>. To continue engagement at various public and private sector organizations to educate, discuss rights and the responsibilities under the <i>Code</i>. So in a nutshell, that's what I mentioned last time. So if I left anything out?</p>
Harrison Brown	<p>I don't think so.</p> <p>Thank you so much, Patricia. So just to build on Patricia's comments a bit, I think it makes sense for us to start off today discussing how employers and service providers can leverage the Human Rights Code to advance some of their equity, diversity and inclusion or EDI objectives. And we know that EDI has become a really hot button issue, particularly for employers in terms of attracting and retaining talent. Marsha, let's begin with you. Can you provide us with some examples of how you've been able to leverage the <i>Code</i> in your role at Loblaw's to advance EDI initiatives?</p>
Marsha Lindsay	<p>So Loblaw's is very -- thanks Harrison -- Loblaw's is very committed to the DEI. We call it DE&I. So diversity, equity and inclusion. And we've got a team that is responsible for overseeing some of our objectives and our goals for the organization from a D, E and I perspective. One of the things that we've identified is a gap in our racialized groups at Loblaw's, in particular with our black colleagues. And as a result of that, we've had to determine, you know, we've determined that we've had to develop programs to try to get our black colleagues -- increase our representation of black colleagues in certain areas of the business. And in particular, a management area is where we saw ourselves lacking in representation in that area. So we developed a program which, you know, human rights allows for programs specifically to address historically marginalized or underrepresented groups. So we developed a program, a coaching program that was specifically geared towards black colleagues to provide them with six months of</p>

	<p>coaching, to get them to the next level of the leadership in the organization. You know, you're going to get some backlash from folks when you're focusing on one particular group. And for good reason we're focusing on that group, because our data told us that we were underrepresented. But you know that human rights legislation allows us to introduce programs like that to serve colleagues, we call our employees 'colleagues'. So you'll hear me say 'colleagues' from time to time. So my apologies. To help our colleagues in the organization, you know, reach they're full potential. And so we're constantly looking at such programs to address specific areas of underrepresentation or specific areas where we find there's a need, from a diversity and inclusion perspective, to be better as an employer and to be better as an organization. So I think it's helpful to have the human rights legislation on your side. To be able to introduce those programs, even though you're going to get backlash from certain segments of the population and the colleagues, because why do you have a program, you know, specifically for black colleagues? There are white colleagues that might be also from, you know, disadvantaged backgrounds that may need a leg up as well. But that's the way we've used it at Loblaws. We use it to create programs to help us accomplish our goals and objectives from and DE&I perspective.</p>
Harrison Brown	<p>Thank you. I mean that sounds great. When you when you say 'programs', I'm assuming you're referring to special programs or special employment under the <i>Code</i>. And so for those who are joining today and may not be familiar with that, the special program provisions of the <i>Code</i> are under Section 14 and they are designed to relieve hardship or economic disadvantage to help disadvantaged people or groups to achieve, or try to achieve equal opportunity or to help eliminate discrimination so they could fall under any one of those categories. The Commission also has really excellent resources around developing special programs on the Commission's website, which leads me back to Patricia again. So, Patricia, what would you suggest to employers or service providers more generally when it comes to leveraging the <i>Code</i> to advance their equity based initiatives?</p>

Patricia DeGuire

Thank you so much for that question and thank you so much for your comments. Marsha, you mentioned about pushback, and that's very important, especially when you work in a diverse workplace. Diversity doesn't always mean inclusion, but you've got to have diversity and you've got to have inclusion for it to work, right, for it to be an impactful tool. And it's very important because I go back to the *Code* and I'm going to come to the very important point you made Harrison, because when we talk about diversity, you look at the *Code*, and the *Code* highlights many things, the various ways employees are different in the workplace, including look at the 17 grounds that are protected under the *Code*. It's like a Herculean task for us at the Commission to look at things like ethnicity, nationality, gender, sexual orientation, gender expression, physical disability, non visible disability, you know, and I could go on, but when they all operate in a workspace, we must acknowledge them and be inclusive of them. I am going to digress to say, though, that at this point Human Rights Institutions have not accepted EDI as a human right, an element of human right. But it is an impactful tool that one can use and how so? While we have that, we look at the EDI and as a helpful tool in dismantling systemic discrimination, and I'm focused on systemic discrimination because that is within the mandate of the *Code*. Section 14 of the *Code* and section 52 of the Charter allow these special programs, if the individual is to achieve inclusion and really meet his or her full potential. And so we take the approach of reimagining the impactful ways that we have done in the past to tackle discrimination and use those to build our future. And we look at the temperature of society and see by consultation and see where the problems are at the highest, or more needed to be addressed. And currently we have the 2SLGBTQ1A+, indigenous, blacks and other people of color and others. And so EDI is used as a part of this wave of transformation. As a successful EDI requires allies, collaborators and partners. We hear Marsha speak about creating special programs. But I say when you are creating these special programs, it's very important to include the people for whom you are creating these programs. It's almost like, you know, without that, you're like, you invite me to dinner and you come to dinner and you said, and then you push something in someone's face, and you know if they

are allergic to it or the eat it or not. So to have the inclusion of employees, you know, to have that inclusion is very important. And as I said, it requires allies, it requires collaborators and partners, and know the difference between a collaborator and a partner. They're not the same. And we have to be mindful of not using the master's tools to transform the master's house. You do that in particular, you talk about indigenous people, and rightfully they're concerned about colonialism. And a lot of the roles we depend on today are very colonial in their operations, and we need to have indigenous centric tools or Afrocentric tools to be able to address the concerns that we are trying in the work spaces. It's not, believe me, it's not that difficult once you see people are included. They get all excited and they want to participate.

And it also requires cultural awareness and cultural humility. We must be mindful, taking intentional steps towards change, and everyone must, at a human rights based approach, found it on the *Code* to be a strategic toolkit. And when I say that, I say 'you've got to make it part of your OKRs and your PKIs'. What do I mean by that? Your performance key indicators, and your objective key results. You need to incorporate that, and it must be part of your business plan. And so you've got to set out a budget. We at the Institution of Human Rights, when we're doing investigation, we look at the budget that's assigned, and if it's a itty bitty budget, you're likely to say, 'yes, you're in trouble, you don't take it very seriously'.

So this framework can be used to, as well, advocate and research. And I'm talking about this being 'taking a human rights approach', and help to bring human rights approach to your advocacy and your projects that you have. And so it's really critical to note that while EDI is an important tool to dismantle systemic discrimination, the foundation of all EDI work must be embedded in human rights. And so again, I will just release our human rights based approach framework, and I'm going to ask you to flock to our website. It's right there. It's great news. It's helpful. And if you have problems about using it, you can ring up the Human Rights Commission and we are happy to help you.

	<p>Last, I want to say that there is a massive push on data collection. Data is a form of employee engagement, which is important because it's linked to profitability, productivity and employee well-being. And I'd say that any organization that does not use data collection, and be mindful of who collected the data, the purpose of the data, I think that they're heading for trouble, not only with the <i>Code</i>, but within their employee. I'll end it there. Thank you.</p>
Harrison Brown	<p>Thank you, Patricia. A lot of really great points there. And so staying with EDI for a moment, and in particular when we're talking about EDI related data, the how and the why, when it comes to an organization collecting this type of data is critically important. We know this type of information is personal information under both provincial and federal privacy legislation, which engages employees privacy interests directly. So we know it's difficult to effect structural change when you don't have a reference point from where you began as an organization. Marsha, maybe you can talk to us a little bit about what you and Loblaw's are doing with respect to collecting this type of data and then what you're doing with that information.</p>
Marsha Lindsay	<p>So as you've indicated to Harrison, the data is key to making structural changes and to understand where you are currently at in an organization. Where are your gaps, that's what you're looking for, right? And you know, so you can set appropriate goals for where you want to be in the future. So we are very passionate about collecting data. We try to do that twice a year through our engagement survey that we do in the spring, and we do one in the fall. We ask people to self-identify in the survey as a way to collect that data. And we also ask applicants, people who are applying for jobs to self-identify as well, because we want to know, 'are we attracting the candidates that we want in the organization to increase our representation in the areas that we've identified gaps'. So you're not going to know what your gap is. You're not going to know what programs to put in place, you know, what areas you need to address to be better, from a diversity and inclusion front. The challenge is, as you've indicated, is personal data. And there's a lot of distrust, you know, from over the years. Providing that information, they think that it's going to be used in</p>

	<p>a negative way to perhaps, you know, leave them out of the hiring process or, you know, negatively impact their ability to advance in an organization. And so it's years of that distress, that we're trying to break that will wall down. And so what we've learned is that it's going to take time. We've been doing this for many years now, and we still are not at the level, the amount of people that, colleagues that have responded, is still not at the level that we want. And so, you know, in order to get the best data, we want everybody to be able to respond. We've got lots of people completing the survey, but not everybody self-identifying. And so we've realized it takes time. And what we also realize is that we have to tell people what we're doing with that data. They need to see the evidence of what that data can do for an organization. And so we are very, you know, we try very hard to, you know, when we do something like creating a program, to show that it's based on that data. We would normally have underrepresentation, black colleagues in our management level, if we didn't have that data. We wouldn't be able to create the programs that we create if we didn't have that data. And so it's all about making the organization the best it can be as an employer. And it means that we need to have, you know, accurate data to be able to put in place the most impactful and meaningful programs that's going to move the needle for Loblaw's on DE&I.</p> <p>So we're working, we're working hard, and we are constantly talking. You know, we're using colleagues across the organization from diverse groups to encourage others to come forward. I put out a video out there saying, 'I've self-identified'. And, you know, I'm in a position in an organization where I have some influence. So I'm trying to use that influence, and we are asking colleagues to use the influence to make people feel more comfortable being able to self-identify. But it's important that they understand what you're doing with that data. And it's important to understand ... to show them how that data is creating positive change in an organization.</p>
Harrison Brown	<p>Thank you for that. Trust is so central to, you know, increasing employee engagement on these types of issues. And without engagement, we know that a lot of equity-based programs just aren't effective. And similarly, though, you know,</p>

	<p>you don't have ... you don't have measurable outcomes in place, it's very difficult to know what your progress has been beyond just speculation.</p> <p>Patricia, you talked a little bit about why it's important to be collecting this type of data. Can you share with us your thoughts from the Commission's perspective on why this is sort of the next frontier when it comes to using tools to advance equity objectives in workplaces?</p>
<p>Patricia DeGuire</p>	<p>Thank you for the question, Harrison. Thank you so much Marsha for your comments. And I'm just going to add to it, not only the collection of data identify disparities in your organizations, you've got to jazz it up a little to deal with that element of trust. It's a big element. How do you do that? So, for example, if you're doing race, you use race based data to inform recruitment efforts and diversity in the candidate pool. You let them know and this is this is not a panacea. I do not offer a panacea because it's very difficult to win the hearts of doubting Thomases, if you will. But, and as Marsha rightfully said, it will take time. But if you follow this sort of mundane way, it will take a bit longer. So, for example, as I said, the aggregate racial data to preserve anonymity without losing ground level insight. And so you draw upon that racial data to identify racial inequities and disparities in the organization. You use it, and there is always someone in there who belongs to a group who wants to be that person to communicate. And you end, you know, using that person as a champion. And you got to be careful because somebody said, 'she's a sellout' or 'he's a sellout'. You've got to be careful about that, too. You pick the candidate who is measured, and who has integrity and credibility, who's been building relationships all along during the organization.</p> <p>And so when you're doing things that are making efforts to remove barrier or to correct discrimination, like those who might say, 'this is reverse discrimination', you show them how that has, you know, taking these measures, improved the organization and how it improves them. People do not complain when they see that they benefit from it. Every time, and I can tell you, every time you take a decision or take action to improve racial discrimination, every single person benefits from it. And it's important to show them that, that that is</p>

	<p>the case. And again, it's important to show how these different alternatives bring benefit to the community as well, and not just within. Also that it requires a degree of compliance with the <i>Code</i>.</p> <p>It also shows, maybe you have to persuade the top, the leaders, why you need this information, although I think that we've long gone past making the business case for diversity. Sometimes people are still in the dark ages and so you need to introduce them that good data reduce exposure to possible legal action and human rights complaint. And to say that 'to get there we've got to have evidence based information to move forward'. And then you've got to make sure, too, that the persons or person who is, or the system that's collecting this data are people that you can trust, people who are really committed to that, not corporate governance standards, who just want to do this, to tick the box, to say I was involved. So it's a delicate dance. Sometimes it's like dancing the waltz on a pinhead. But at the end of the day, I assure you that it's beneficial, it works. And all you're going to be doing by doing this is creating a healthy work environment for everyone in the organization, even the naysayers, they'll come around singing your praise when they get the extra zeal at the end of their bonuses. You know what I mean? Kind of thing, or they have or something extra that they were not receiving from the organization until you implemented this program.</p> <p>And lastly, I just want to say to you that data collection and analysis has figured prominently in public interest remedies sought by the Commission in recent years. So just do it!</p>
<p>Marsha Lindsay</p>	<p>One thing I want to add, Harrison, is that what's important because you mentioned something that made me think of another thing that creates the trust is, you know, making sure that you've got tight controls over who has access to that information because we're collecting that information about individuals. And so we tell people we keep it very, very tight. Only those people that need to know for the purposes of being able to hold us accountable for the goals that we set for the organization. And so you should be really upfront with people about that. Not only that, why are you collecting the data, what you're doing with the data, but who has access to the data as</p>

	well to create that trust.
Harrison Brown	<p>That's an excellent point. Yeah, I was also going to say that, you know, ensuring that you're collecting the data in a way that's inclusive. So the example I was thinking of is, you know, if you leave off a particular gender identity when you're looking for responses on different gender identities without, you know, providing an option for someone to self-identify, you know, that's at the very initial stage of trying to engage with that group of employees, and there's a message that's being delivered to those employees by not seeking the information in a way that's inclusive.</p> <p>I also think transparency and accountability are really important in this type of work as well. And, you know, it's uncomfortable for a lot of employers to be transparent about what is happening with that information, whether that information is going off into an abyss or it's coming back to be shared with employees as sort of a starting point for where the work needs to be. And I think that sort of naturally leads to the culture of accountability around EDI. So thank you to both of you for sharing your thoughts on that.</p>
Patricia DeGuire	<p>And just a last comment on that bit about transparency and what you use with the data, you also got to know the form in which you release it though, we would prefer aggregated data as opposed to anything else because, you know, again, we have those as privacy issues, as Marsha aptly pointed out.</p>
Harrison Brown	<p>Yeah, absolutely. And so we know that there's... just to shift gears a little bit from data collection more towards organizational responses to that data, I want to talk a little bit about accommodation. And we know that accommodation under the <i>Code</i> is inherently individualized, but sometimes employers recognize that individual accommodations actually have broader benefits for the workplace. The most obvious example being probably hybrid or flexible work arrangements, which we know are really important to employees generally and tend to ameliorate some of the disadvantage that employees with disabilities and family care obligations experience.</p>

	<p>We know there's a tension here, though, between employers, you know, extending these types of flexible arrangements and the benefits that are associated with DEI and being able to manage the workplace effectively. So, Marsha, I'm interested to know how are you and your team balancing the need for greater flexibility and workplace accommodation with you know, the expectations around being able to engage with employees as needed and the continuing need to meet business needs?</p>
<p>Marsha Lindsay</p>	<p>Absolutely. Well, from the hybrid perspective, we are three and two, so we've got three days in the office and two days. So we're you know, employees have an opportunity to be home. And obviously during COVID, people enjoyed being home and being able to, you know, have that greater work life balance that we all crave to a certain extent. The flexibility that we're creating, obviously, I've told, you know, our H.R. professionals that deal with the accommodation issue, that we should treat accommodation with respect to hybrid because there is, I think, a more heightened sense of skepticism for people saying that they can't come into the workplace. And so there's, you know, an inclination not to believe if somebody says that they thought, you know, reasons, family status or if it's disability, that they are not able to come to the office. And I say it's no different than any other accommodation. They go through the same process that we go through, which is to gather the information to determine if there is a need here as opposed to a want, and to figure out how we can work with the employee to accommodate. So the flexibility is around, as you said, it's an individual accommodation, it is an individual assessment and an individual process. So everybody's, not everyone's needs is or need is the same, or the accommodation is not the same for everybody. So we try to remain as flexible as we possibly can in these circumstances. But it's really important, given the level of skepticism that I'm seeing in the flexible work arrangements, that we remain very vigilant to follow the process. It is no different. We collect the information that we need, we make the assessment. And we, as I said, we work with the employee. If an accommodation is required, we work with the employee to see what we can do. I think that what COVID has shown us with the folks working from home is that before</p>

	<p>COVID we were less willing to allow people to work at home, or to provide a more flexible working environment. But COVID has shown us that people can be as productive and can be as engaged and, you know, can do a great job even if they're doing it from their home. And so that has opened up the door for us to think more along the lines of being able to, you know, not argue that it's undue hardship, that they must be in the office. There are certain jobs, obviously, our colleagues in stores, you can't do that from home. But the jobs that we have been shown that can be done from home. It makes us more open to these arrangements, and more willing to discuss that with the employees as needed.</p>
Harrison Brown	<p>Yeah, accommodation, you know, as it relates to any policy is a critical consideration. So I do want to get your thoughts, Patricia. So at times, you know, accommodation requests can look more like an expression of preference or a unilateral demand of an employer or a service provider, to give the requester for accommodation, exactly what they're asking for. Can you tell us a little bit about what the <i>Code</i> requires in the situation where an employee requests accommodation. What are employers or service providers required to do in those circumstances?</p>
Patricia DeGuire	<p>That's really an excellent question. You know, all your questions are excellent questions Harrison. But it's excellent because we are dealing with some of the most vulnerable in our community and they probably need more of that buoyancy with respect to the dignity of the person, because they're already disabled. So it's very important in that respect.</p> <p>And so there's no question it's not a preference. The duty to accommodate is a legal obligation. It's not that you're doing someone a favor, and just not about balance or limiting a risk of setting unrealistic expectations. Again, the <i>Code</i> cannot be clearer. And the jurisprudence that we have and the cases that's flowing from the courts and the tribunal, it's very important if you're an individual and you seeking accommodation and you demonstrate that you have a <i>Code</i> related need, you must be given accommodation.</p>

	<p>And the only limit to that is not just hardship. I would expect to undergo some degree of hardship. It is undue hardship and it is up to the duty holder to provide that evidence. And so the exceptions that the law allows is based on cost, again, undue hardship or health and safety. And the courts have set a very high bar to meet that onus.</p> <p>And so if the accommodation would significantly interfere with one's use of someone else's rights or would bankrupt an organization, yeah. And so organizations should be embracing the benefit that some individual accommodation can bring to many others. And this is how we get to have this inclusive design and the respect for the principles of inclusion and full participation. And it's very important to know as well that it's not an ... although an employee is required to request accommodation, for example, if you show up at work one day in a cast and you're barely there and the employer made that note, the employee has an obligation to ask, 'How can I accommodate you?' So you've already seen it. So it's not enough that you, that the person that you see hopping in and out, he or she might have used up all the sick time, etc., diligent worker and just wants to go to work. So he or she comes in and we know if you mess around the leg, you can end up with a clot and the life threatening, the person wants to be there or the person is to engage in the organization. It is up to the employer to step forward and say, 'Jane, John, or how can I help you to be comfortable in the workplace?'</p> <p>So that is accommodation in its shortest form. It's a must. And it's also it's a how, you must be kind when you're doing it as well.</p>
<p>Harrison Brown</p>	<p>Good business practice, good human rights law compliance.</p> <p>Marsha, maybe I can turn it over to you. So where you receive a request for accommodation that looks like a very specific request for accommodation, or perhaps borders on an expression of an employee's preference, how do you handle those types of requests, particularly where, for example, maybe you as the employer, have a process in place that is responsive to the need that's being communicated?</p>

Marsha Lindsay

So I've made it clear that, you know, accommodation is based on ... the simplest way I can explain it is based on a 'need' as opposed to a 'want'. And so the process is there to identify the need and making sure that the need is there. And so that's part of the process is, you know, collecting the information with respect to the accommodation that's being requested or the purpose for the accommodation being requested.

So that's the way I've explained it to the folks that I support across the organization. We've got a process in place that kind of takes that, what I would say the personal aspect out of the process. You know, if you don't like an employee, if you like an employee, you might be more willing to accommodate that person. So the process is there, that it works. It meets our substantive and our substantive obligation, as well as our procedural obligation. Procedural obligation is collecting the information and determining whether or not, you know, you can accommodate that person to the point of undue hardship. And the substantive is at the end of the day, making that accommodation if you are able to do so. But we've got a process in place to make sure that in every single case we are doing the right thing. We are complying with the law and we are, what I say to my HR folks, is 'show your work as well. I want to see, you know, what steps ... show your work'. It's not a matter of, 'Well, I've looked and I can't accommodate'. I want to see what the steps were that you've gone through in order to be able to, you know, satisfy me at the end of the day, because I know at the end of the day, if we're not able to accommodate that person, they may be facing a challenge. So 'show me your work, where have you looked?' 'What have you looked at?' 'Have you looked at the person skillset and so forth'. And, you know, to see if there are any other jobs. We're a larger organization, so more is expected of us. We're not a small employer. We've got more jobs available, we've got more locations available and more opportunities for folks. So we've got, I think a greater obligation just because of the size and the ability, and obviously our financial wellbeing to be able to do more for our employees on an accommodation front. And so, you know, the process, as I said, doesn't change based on who you are. It doesn't change based on what the nature of the accommodation is. It's the same

	<p>process that we're following. It doesn't change based on your personal view of the employee. Follow the process and show your work.</p>
Harrison Brown	<p>Yeah that's great advice. And we also know that the standard is not perfection for accommodation under the <i>Code</i> right?</p>
Marsha Lindsay	<p>Absolutely not, absolutely.</p>
Harrison Brown	<p>Making reasonable efforts towards accommodation, and in some cases an employee might approach their employer knowing what they need. And in other cases that's something that the parties come to as a result of the procedural aspect of the duty to accommodate.</p>
Marsha Lindsay	<p>Absolutely. Harrison, I find that we're finding more and more people are coming, you know, insisting on a form of accommodation. And as you said, that you don't have to accommodate them in the way that they want to be accommodated, if you accommodate them in a way that meets their needs and meets their restrictions, whatever the case may be. And so that's what we're finding, a lot of the challenges people are insisting, if they're not getting the accommodation in the way that they want the accommodation, it's causing friction and it's causing problems in the organization.</p> <p>And so people need to be educated, that it is not perfection, it's not based on what you want. It's based ... if an employer can accommodate you in a way that's different from what you want, but still meets your needs, then that's fine as well.</p>
??	<p>Excellent. Excellent.</p>
Patricia DeGuire	<p>At this point, let me refer you to policy, the OHTC's policy of ableism and discrimination based on disability. You go on the website ... I'm sending you on to the website, go to the website. It is key. It's very important in this aspect of preference. If the person preferred to have, 'I want to ... really significant back issues, sciatica, you know, you name it, and 'you'll have two different chairs that could accommodate', and one chair is \$500 and the other chair is \$250, but they both can do the same work. You get the \$250 mate. That's what you get. Because the <i>Code</i>, the purpose of the <i>Code</i> is to accommodate the need, not your idiosyncratic feeling, not fancy or anything like that.</p>

	You just got to provide the need and be nice to it.
Harrison Brown	<p>Absolutely. So I'm just conscious that we're approaching the end of our time together today. But I did want to ask, both from sort of the Commission perspective and a practical perspective, what strategies are there for early resolution that organizations can consider apart from mediation, when they're faced with potential issues related to discrimination? Are there any other strategies that come to mind, from either of your perspectives. I know certainly from my perspective, workplace audits are a great tool that are sometimes underutilized, and they can really be diagnostic when there's an issue related to discrimination in the workplace. Sometimes they disclose larger issues from a systemic level. And again, that provides you with a starting point for change. But Marsha, can you share your thoughts with us?</p>
Marsha Lindsay	<p>So we've got an integrity action line, which is a third party whistleblower run program to allow people to complain. It could be members of the public, it could be employees, it could be anybody to call in and complain. And we find that effective, because I think a lot of people find it difficult to come forward and, you know, complain about harassment and discrimination, even if you're not the subject of that harassment and discrimination, if you've witnessed it.</p> <p>And so we provide a way that can be anonymous. You don't have to identify yourself. You just tell us about the situation. We investigate. If you give us enough information for us to be able to do that, we investigate every single complaint that comes in. We've got an investigation team who's dedicated to investigating these complaints. We've got a compliance team that reviews all of the information that comes in. We find that's a good way to identify issues in your organization because people are willing to speak if they're not going to be identified, but they can at least alert us to the fact that there are problems going on in the environment. So I think it's always good to have ... because you can have your policies and you can them to go to HR. You can tell them to go to managers, but people sometimes just don't feel comfortable going that route. So if you've got a process where they can lodge a complaint through a third party, or at least</p>

	<p>you're, you know, you're going to get some early awareness of something going on in your organization. We also analyze our data that's coming in as well to show us that there are pockets. Are there any trends that we're seeing in certain areas based on all the complaints that we're getting that we need to address? We need to send HR out. We need to do more training and we need to do more sensitivity training or whatever the case may be. I find that useful.</p> <p>We also ask a lot of times when we get the complaints, if somebody does come forward, what resolution are you looking for? Because it would be helpful that we know what they're looking for. In most of the cases they are not looking for someone to be terminated. They're just looking for the matter, the issue, to stop. And in some cases it's a misunderstanding. So in appropriate cases, we will try to see if we can get the parties together with a neutral third party to see if it helps to sit down and discuss, you know, the person, you know, both parties have to be willing and it has to be appropriate, in appropriate circumstances.</p> <p>If you've offended somebody and you didn't mean to do that in the way, you apologize and you have them listened to how it made them feel, and the impact it has on them. And hopefully they can at the end of that meeting, you know, come to an understanding and hopefully part as friends, especially when colleagues have to keep working together. We find it's not the adversarial way, is not the best way. So at the Human Rights Commission Tribunal, that's not where we want to be, especially if there's a continuing employment relationship. We want to see if we can resolve it internally and hopefully we have enough processes in place to make people feel comfortable that they can come forward, that it will be investigated, that it will be addressed, and we will do it as quickly as we possibly can.</p>
Harrison Brown	<p>That's great. I heard, you know, some reference there to restorative processes, which I think are really important, particularly in the context of discrimination allegations.</p> <p>Patricia, any thoughts from you?</p>

Patricia DeGuire

Yes, I , as a die hard mediator, mediation doesn't have to begin at a formal stage. And so part of the culture within an organization should be a mediated culture as well. That's part of the culture. It's so important to keep on building that culture in the workplace because it's easy when things go wrong to jump in and rectify it quickly. Quick, quick, quick. Don't wait for the day, as Marsha ably pointed out, that maybe the person just wants a simple apology, and quickly and fairly, and especially in matters of harassment or any kind, any form of discrimination. And so at a very minimum, the employer must respond to the internal discrimination complaint. They've got to have a mechanism. And I go back to a case, old case, from the Supreme Court of Canada, called *Wewaykum v. Canada*, where it sets out the things that you do and for me, it's like if you use that element, and you have it embedded before you do anything, that too in itself is a way to resolve problems. To talk about, be quick and going back to the employee to report what you have investigated. It means, therefore that you've got to have proper staff who understand what discrimination is all about, but can act quickly when a complaint is made, right. And that person who has a rapport in the organization. Not somebody who would look and say, 'oh my goodness', not that. Some oppose and be afraid to go and speak to that person. You've got to have somebody ... and not a pushover either, a measured person, someone who you can really trust, who is accountable, who knows how to be transparent, when transparency is important. And you need data collection within the organization and also externally to look at what you're doing. Every now and then, look at your system to see, 'am I following leading practices in this case'? And you're forever doing that audit and you've got to be active. But it's worth being active because what you're doing within your organization, you are helping to create the human rights culture in Ontario.

I don't want to burden you down to tell you why it's so important. Ontario is known as the diversity capital of the world. We have over 200 languages and cultures, and just last year alone we had over 453,000 permanent residents coming into Ontario, coming in from different places ... war torn, and they come to Ontario because they see it as a

	<p>place of ... a haven of rest, if I may say.</p> <p>And so individually, we have that responsibility to create a culture of human rights where everyone can flourish, where everyone can feel included in a sense of belonging. And when people see that, they would say, 'well, you know, we assure that the efforts in the courts, etc., that it maintain the rule of law', and that is so key to our democracy. We're on good ground. So they are all connected, interconnected. Thank you.</p>
Harrison Brown	<p>Absolutely. And that goes back to establishing a culture of trust too, which sort of nicely rounds out our discussion.</p> <p>And so thank you again to both of you for sharing your thoughts with us today. And I'll turn it back over to Cindy.</p>
Cindy Clarke	<p>Yes. Well, I just want to add my thanks, Patricia and Marsha and Harrison. It was a very interesting and very practical discussion. So thank you very much for your guidance. I know that we're all struggling with these issues and really bringing it to the fore. The whole data conversation, everything you've spoken about, is just so relevant to all of us.</p> <p>So really appreciated those insights. And loved the notion of being proactive, addressing these things early. Sometimes the temptation is to try to ... 'they're difficult, they're complex, and one hopes they'll go away', and they rarely do. And running into the fire is usually the right answer. So thank you all so very much for such an insightful conversation.</p> <p>Thank you to all for joining us this afternoon. We will make sure that you receive confirmation of your attendance and confirmation that you can claim this as part of your CPD credits. I know that all of you found it as informative as I do, and on behalf of everyone attending, really, again, Patricia and Marsha and Harrison, thank you so very much and enjoy the rest of the day.</p>
Patricia DeGuire	<p>Thank you. One last note. Go read the HIPAA policy that was released today and follow us on Twitter.</p>
Cindy Clarke	<p>Okay, Very good.</p>

?	Hot off the press.
Patricia DeGuire	Thank you so much for the honor and privilege being here.
Cindy Clarke	Thank you.
?	Bye bye

Par

[Harrison Brown, Cynthia Clarke](#)

Services

BLG | Vos avocats au Canada

Borden Ladner Gervais S.E.N.C.R.L., S.R.L. (BLG) est le plus grand cabinet d'avocats canadien véritablement multiservices. À ce titre, il offre des conseils juridiques pratiques à des clients d'ici et d'ailleurs dans plus de domaines et de secteurs que tout autre cabinet canadien. Comptant plus de 725 avocats, agents de propriété intellectuelle et autres professionnels, BLG répond aux besoins juridiques d'entreprises et d'institutions au pays comme à l'étranger pour ce qui touche les fusions et acquisitions, les marchés financiers, les différends et le financement ou encore l'enregistrement de brevets et de marques de commerce.

blg.com

Bureaux BLG

Calgary

Centennial Place, East Tower
520 3rd Avenue S.W.
Calgary, AB, Canada
T2P 0R3

T 403.232.9500
F 403.266.1395

Ottawa

World Exchange Plaza
100 Queen Street
Ottawa, ON, Canada
K1P 1J9

T 613.237.5160
F 613.230.8842

Vancouver

1200 Waterfront Centre
200 Burrard Street
Vancouver, BC, Canada
V7X 1T2

T 604.687.5744
F 604.687.1415

Montréal

1000, rue De La Gauchetière Ouest
Suite 900
Montréal, QC, Canada
H3B 5H4

T 514.954.2555
F 514.879.9015

Toronto

Bay Adelaide Centre, East Tower
22 Adelaide Street West
Toronto, ON, Canada
M5H 4E3

T 416.367.6000
F 416.367.6749

Les présents renseignements sont de nature générale et ne sauraient constituer un avis juridique, ni un énoncé complet de la législation pertinente, ni un avis sur un quelconque sujet. Personne ne devrait agir ou s'abstenir d'agir sur la foi de ceux-ci sans procéder à un examen approfondi du droit après avoir soupesé les faits d'une situation précise. Nous vous recommandons de consulter votre conseiller juridique si vous avez des questions ou des préoccupations particulières. BLG ne garantit aucunement que la teneur de cette publication est exacte, à jour ou complète. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite sans l'autorisation écrite de Borden Ladner Gervais S.E.N.C.R.L., S.R.L. Si BLG vous a envoyé cette publication et que vous ne souhaitez plus la recevoir, vous pouvez demander à faire supprimer vos coordonnées de nos listes d'envoi en communiquant avec nous par courriel à desabonnement@blg.com ou en modifiant vos préférences d'abonnement dans blg.com/fr/about-us/subscribe. Si vous pensez avoir reçu le présent message par erreur, veuillez nous écrire à communications@blg.com. Pour consulter la politique de confidentialité de BLG relativement aux publications, rendez-vous sur blg.com/fr/ProtectionDesRenseignementsPersonnels.

© 2025 Borden Ladner Gervais S.E.N.C.R.L., S.R.L. Borden Ladner Gervais est une société à responsabilité limitée de l'Ontario.